

NEWS

SOLIDARNOSCI

Bi-mensuel

1 - 15 novembre 1989

n° 143

ISSN 0771-9388

Editeur responsable : Jerzy Milewski
9, av. de la Joyeuse Entrée, 1040 Bruxelles Belgique

NSZZ SOLIDARNOSC : UN DEFI QUOTIDIEN

Des travailleurs de diverses entreprises de la région de Gdansk répondent à la question : "qu'attendez-vous du Syndicat ?".

Chantiers Navals Pilsudski (anciennement Lénine) : Je rêve que le Syndicat ait un rôle non seulement dans la prise de décisions telles que faire la grève ou non, mais aussi sur les activités économiques et productives de l'entreprise. Tous les travaux faits aux Chantiers ne sont pas rentables et tous les contrats signés par les Chantiers ne devraient pas être honorés. D'un côté, il y a des commandes des armateurs et de l'autre, les taxes ruinent les Chantiers. Il faut changer pareille situation et qui peut le faire sinon le Syndicat ?

PSS "Spolem" - distribution alimentaire : Les conditions dans lesquelles nous travaillons sont scandaleuses. Parfois, nous portons plus de poids que des dockers, et parfois, nous n'avons rien à vendre. Sur nous se concentrent toute l'amertume, la colère et à présent, de plus en plus souvent, la détresse des clients. Le Syndicat au niveau de l'entreprise ne peut faire grand chose. Des décisions sont nécessaires au plus haut niveau pour que le commerce puisse fonctionner normalement. Ce qu'on appelle la libéralisation du marché (introduite au 1er août) n'a en rien augmenté l'autonomie de notre entreprise; nous continuons de devoir suivre les directives des échellons supérieurs. A dire vrai, je ne crois pas que NSZZ Solidarnosc puisse nous aider.

WPK - transports urbains : Je veux un salaire correct pour mon dur travail et pour cela, le Comité d'entreprise de NSZZ Solidarnosc m'est nécessaire. Seul, je n'arracherai pas une rémunération digne, NSZZ Solidarnosc doit s'y mettre parce que la direction ne tient compte que d'elle. Seul, je n'ai pas envie de militer dans le Syndicat; les permanents, de quelque organisation ils soient, m'ont toujours énervé mais s'ils se sont fait élire, ils doivent lutter pour nous.

Ecole primaire : Chez nous, il n'y pas encore de section de NSZZ Solidarnosc parce que tous ont peur de la directrice et personne n'ose convoquer une assemblée. Si une commission d'entreprise est constituée, j'en attendrai qu'elle ne permette pas que les instituteurs soient traités selon la sympathie ou l'antipathie de la directrice; et aussi, qu'elle veille à la réforme des programmes scolaires. Car théoriquement seulement, l'instituteur peut les influencer. Quant aux salaires, cela dépend d'un tout autre niveau.

Chemins de fer PKP : NSZZ Solidarnosc dans les différentes entreprises de mon secteur ne peut pas faire grand chose mais au niveau de la région ou du pays, beaucoup. A dire vrai, c'est notre dernière planche de salut; si le Syndicat n'améliore pas la situation des chemins de fer, dans quelques années, nous en serons revenus à l'époque des diligences. Dans un autre domaine, j'en attends qu'il veille à une juste répartition des logements et que les ouvriers soient évalués pour leur travail et non pour leur appartenance au parti.

Kiosque de distribution "Ruch" du groupe de presse RSW : Je n'attends rien. Je ne crois pas que quelqu'un puisse triompher de notre entreprise monopolistique. Les imprimeurs parviendront toujours à obtenir quelque chose, mais personne dans la direction ne se préoccupe de notre situation de modestes vendeurs. Ce n'est plus l'année 1981 quand Solidarnosc signifiait solidarité; aujourd'hui, chacun tire la couverture de son côté.

(Tygodnik Gdanski, n 5-17.9.89)

4 P. 12007

LES ACIERIES "LENINE" EN SOUTIEN AU GOUVERNEMENT MAZOWIECKI

380 travailleurs de l'atelier de carrosserie des **Acieries de Nowa Huta** ont décidé, comme ceux de l'atelier de laminage à froid (cfr News n°142) de verser une journée de salaire par mois en aide au nouveau gouvernement.

Les travailleurs du département de contrôle de qualité, dont certains ne sont pas membres de NSZZ Solidarnosc, ont déclaré participer à la collecte de fonds en faveur du gouvernement.

Kazimierz Fugiel, membre de la commission ouvrière des Sidérurgistes, a déclaré: "Je verse au fonds de soutien aux initiatives du Pr

Ministre Mazowiecki ma prime de bénéfices de 1989 d'un montant de 109 mille zlotys. En tant que travailleur détaché pour exercer ma fonction syndicale, je n'ai pas oeuvré à ces bénéfices et la prime qui m'est ainsi accordée ne ferait que s'ajouter à tous les facteurs accélérant l'inflation."

Un compte national a été ouvert où les Polonais versent leur soutien au 1er gouvernement non-communiste de Pologne : **NBP - Oddzial Okregowy Warszawa n° 1052-303101-132-4 ou n° 1052-3141-189-85.**

ECONOMIE ET POLITIQUE

Position adoptée par la Commission d'entreprise de NSZZ Solidarnosc du Département Mécanique des Acieries de Nowa Huta sur les activités des organisations socio-politiques dans les entreprises:

"Nous considérons que:

- le temps n'est pas aujourd'hui à des actions qui divisent le personnel ouvrier. L'unité du personnel est nécessaire pour répondre aux besoins de production.

- tous les membres du POUP et du ZSMP (l'organisation de jeunesse du parti) de l'entreprise n'ont pas profité des privilèges que leur accordait leur appartenance au parti. La majorité d'entre eux ont travaillé comme nous, de manière égale.

Nous nous déclarons catégoriquement pour la liquidation de la nomenclatura du parti qui a mené le pays aux tensions sociales et à la crise économique.

Nous considérons que l'action politique doit être menée en dehors des entreprises et des heures de travail.

Nous sommes opposés à tout détachement de travailleur par l'entreprise pour des activités politiques, à l'occupation dans ce but de locaux de l'usine ainsi qu'au paiement par l'entreprise des coûts de détachement et des locaux.

Nous considérons que les organisations socio-politiques doivent fonctionner sur leurs fonds propres."

(Nowohucki Biuletyn Solidarnosci, 9/89)

A la mine "Kazimierz Juliusz" de Sosnowiec (Silésie), la majorité des travailleurs s'est prononcée pour le déplacement de la cellule du POUP hors de l'entreprise.

DEMONOPOLISER LA DISTRIBUTION

L'Union des Conseils Autogestionnaires de la région de Cracovie demande à la Diète l'introduction urgente d'une législation permettant la démonopolisation de l'économie :

"Nous demandons aux commissions parlementaires de la politique économique, du budget et des finances de même qu'à celle de l'industrie et de la construction de prendre immédiatement des dispositions visant à détacher de la structure gouvernementale l'organe de contrôle anti-monopoliste et de le soumettre à l'exclusive autorité de la Diète et à entreprendre des actions visant à l'engagement par cet organe d'une procédure de démonopolisation des structures centralisées de distribution (p.ex., "Spolem", "Samopomoc Chlopska").

Nous considérons qu'il est possible de procéder immédiatement à la liquidation de toutes les sociétés à responsabilité limitée nées de la restructuration de conglomérats et de centrales d'approvisionnement dont l'activité vise avant tout non pas à fournir des services ou des biens mais exclusivement à servir d'intermédiaire dans la vente de produits. Le mono-

pole dans ce domaine fait que les prix des articles sont trop élevés, afin de couvrir les coûts souvent injustifiés de fonctionnement de ces sociétés demeurant en fait hors de tout contrôle social. C'est pourquoi nous jugeons nécessaire d'abolir les pratiques monopolistes, augmentant les prix des produits alimentaires et des biens de consommation, sources de mécontentement social."

Les agriculteurs individuels de **NSZZ Solidarnosc RI de Bystrzyca Klodzka** ont proposé la création de magasins alimentaires à prix modestes sous l'enseigne "Solidarnosc" où pour les produits qu'ils offrent d'y livrer, les agriculteurs obtiendraient davantage que dans les centrales d'achat étatiques et les consommateurs paieraient moins cher que dans les circuits de distribution monopolisée.

Une pareille initiative a été autorisée par le voivode (préfet) de Katowice. Des boucheries approvisionnées directement par les agriculteurs sont ainsi ouvertes à Katowice, Zory et Jastrzebie.

Un entretien avec **Maciej JANKOWSKI**, membre de la Commission Régionale Exécutive (RKW) de NSZZ Solidarnosc - Mazowsze.

En quoi la situation du Syndicat a-t-elle changé avec la constitution du gouvernement Mazowiecki ?

Notre syndicat change sans arrêt depuis le 13 décembre 1981. La constitution du gouvernement Mazowiecki est un moment difficile pour le syndicat qui se reconstitue dans un contexte économique et politique totalement nouveau. Que le Premier Ministre soit un homme de Solidarnosc charge le syndicat d'une lourde responsabilité mais ouvre aussi de nouvelles perspectives. Le 1er Ministre est un homme de Solidarnosc, cela ne fait aucun doute. Tadeusz Mazowiecki a participé à la création de NSZZ Solidarnosc en août 80, il fut un de ses principaux conseillers, il fut aux côtés du syndicat pendant les grèves de mai et août 88 et enfin, il a été proposé comme 1er Ministre par le Président du Syndicat. Par contre, je ne considère pas le gouvernement Mazowiecki comme le gouvernement de Solidarnosc. Il compte des gens de Solidarnosc mais aussi d'autres personnes qui représentent des intérêts totalement différents. Et je ne pense pas ici seulement au général Kiszczak. Je crois que le Ministre de l'Industrie, Syryjczyk ou celui des Finances Balcerowicz sont des hommes qui ne peuvent être guidés par les intérêts du syndicat en tant que tel. Le gouvernement Mazowiecki doit mener des changements fondamentaux dans le pays. Mais quant à savoir si ces changements seront acceptés par cette partie de la société qui travaille dans les entreprises étatisées, cela dépendra dans une large mesure du Syndicat. C'est pourquoi le syndicat doit remplir aujourd'hui un double rôle. Le premier est évident: la défense des intérêts ouvriers fondamentaux, les salaires, les questions sociales, la sécurité du travail. Mais le deuxième rôle - influencer sur le sens des réformes - est sans doute plus important et bien plus difficile car entièrement neuf. Le Syndicat n'a pas dû jusqu'ici prouver par la pratique qu'il est un syndicat réformateur. Aujourd'hui, il nous faut garder un équilibre entre les revendications et le soutien à l'introduction des réformes. Si nous ne parvenons pas à trouver un juste équilibre entre ses deux exigences, l'une exclura l'autre. C'est pourquoi NSZZ Solidarnosc ne peut se définir comme un syndicat pro-gouvernemental. Le Syndicat peut et doit collaborer avec le gouvernement mais avec un gouvernement qui prend en considération les intérêts des gens représentés par le syndicat. Le Syndicat doit défendre les intérêts, largement compris, des travailleurs de manière constructive, non destructrice. Le Syndicat, par son lobby parlementaire (qu'on ne peut identifier totalement au Comité Civique de Solidarnosc OKP, car celui regroupe des représentants de divers horizons), soutiendra le gouvernement quand sa politique sera conforme aux inté-

rêts du milieu ouvrier. Mais ce lobby, fort du poids du syndicat, devra bloquer les projets de lois qui auront un caractère anti-syndical. Nous devons lutter pour trouver dans la nouvelle arène politique - la Diète, le Sénat - la place qui revient aux travailleurs.

Des conflits de nature économique apparaissent dans le pays. NSZZ Solidarnosc a-t-elle une ligne claire en situation de conflit ? Sait-elle pour quoi et contre quoi lutter ?

Le Syndicat n'a pas aujourd'hui de programme précis. Mais il n'y a là rien d'étrange. Personne ne pouvait prévoir que les changements iraient si loin par rapport à la situation de l'état de guerre. Auparavant, nous avions un programme clair: dire ce qui n'allait pas. Il n'y avait pas de bases pour concevoir quelque chose de neuf. Mais nous avons des références auxquelles nous rapporter: il y a toute la tradition du Syndicat, le projet autogestionnaire et l'affirmation de l'identité sociale - tout cela demeure d'actualité.

Le Syndicat doit changer son caractère et son mode d'action. Ce ne sera plus le syndicat de 1980, basé sur un énorme enthousiasme populaire. La situation économique est à présent bien plus difficile encore. Le Syndicat ne peut plus se satisfaire de la pureté de ses idéaux; il doit devenir un syndicat pragmatique. Ce ne peut plus être seulement la lutte sauvage pour les salaires. Comment lutter pour les salaires quand les entreprises font banqueroute ? Nous devons nous charger de la co-gestion de l'entreprise, connaître sa situation économique afin de savoir que faire pour que l'entreprise puisse satisfaire nos revendications.

Il est indispensable de développer tous les départements de service, de conseil, d'aide et aussi, les branches professionnelles du syndicat. Je crois que 50-60% du potentiel humain et financier du syndicat devrait aller dans ce sens. Le Syndicat sera pour les gens important et il rebâtera sa force quand il parviendra à répondre aux questions fondamentales des travailleurs, p. ex. en matière des changements de propriété des entreprises. Pour cela, le syndicat doit avoir un projet d'accession à la propriété des travailleurs, un projet d'actionnariat ouvrier, de prise en main des entreprises. D'autre part, on parle des faillites, de chômage. Je suis convaincu qu'interviendra une vague de faillites provoquées non par la situation économique mais par les intérêts de l'appareil, de la nomenklatura. Car il est plus facile de s'approprier une entreprise faillie, on peut l'acheter moins cher. Il y aura alors des conflits directs. Si nous apprenons qu'une faillite est artificielle, nous prendrons possession de l'entreprise. Nous lancerons une grève d'occupation ou choisirons une forme de grève active. Un autre problème est le risque réel de chômage local; quand on ferme une en-

treprise qui est le seul pourvoyeur de travail dans une région. Le Syndicat devra fournir une aide aux ouvriers non seulement dans leur requalification, dans leur recherche d'un nouvel emploi mais aussi, pour l'obtention d'un nouveau logement si pour trouver une occupation, ils auront à changer de lieu de résidence.

Les travailleurs comprennent que la situation économique nécessite une réduction du niveau de vie. Mais les mêmes ouvriers voient que beaucoup s'enrichissent dans la crise, que le besoin de se serrer la ceinture ne frappe presque exclusivement que les travailleurs du secteur étatisé. Le sentiment qui les anime n'est pas une volonté d'égalitarisme, un populisme; mais quand des sociétés spéculatives constituées par la nomenklatura s'accaparent les bé-

néfices des entreprises, quand toute la production d'une entreprise est acquise sur base de relations privilégiées par une société qui revend aussitôt le produit avec un gros bénéfice et qu'on explique aux travailleurs qu'on ne peut augmenter leurs salaires - comment s'étonner d'obtenir un mélange explosif? C'est là la principale cause de mécontentement de la population.

Le gouvernement devra faire en sorte que les ouvriers puissent vivre de leur travail sinon des conflits exploseront. Le syndicat sait où est sa place, il n'existe pas sans travailleurs. NSZZ Solidarnosc n'est pas un syndicat gouvernemental mais un syndicat de travailleurs. En cas de conflit, il n'aura pas le choix.

(Tygodnik Solidarnosc, n° 20-20.10.89)

LE NZS LEGALISE

Une semaine avant le début de l'année académique, l'Association Indépendante des Étudiants (NZS) a été légalisée le 22 septembre. La Cour Suprême a suspendu l'arrêt du Tribunal Provincial de Varsovie de mai dernier qui avait alors rejeté l'enregistrement. Il apparaît ainsi que le droit de grève, que les étudiants revendiquaient si fermement, n'est pas en contradiction avec la loi sur les associations. En refusant la légalisation du NZS, l'objectif poursuivi par le pouvoir d'alors était avant tout d'enfoncer un coin entre NSZZ Solidarnosc et le mouvement étudiant, d'attiser le mécontentement étudiant en période électorale.

Le NZS, que Lech Walesa a qualifié de "troisième maillon du syndicalisme indépendant" - avec NSZZ solidarnosc ouvrière et agricole - pourra à présent développer le champ de ses

CONTESTATION DANS LES PRISONS

Selon la Direction Centrale des Prisons, au 26 septembre, 2.400 détenus dans 13 établissements pénitentiaires refusaient de travailler, et 825 refusaient toute nourriture. Ces actions qui ont touché tout le pays pendant le mois de septembre portaient sur de nombreuses revendications: davantage de libérations conditionnelles et de congés de sortie, des changements de caractère social, l'amélioration des conditions de vie, de loisirs et de soins, le respect des pratiques religieuses, l'augmentation des salaires, un réexamen des jugements, une réforme du Code Pénal. Dans la plupart des cas, les représentants de NSZZ Solidarnosc, régionaux ou nationaux, ou des parlementaires de l'OKP ont servi d'intermédiaires dans les négociations entre les détenus et les directions

activités et organiser le large soutien que lui portent les étudiants. Les problèmes à résoudre ne manquent pas: vu les difficultés budgétaires, les étudiants auront à lutter pour les bourses, les logements, les restaurants universitaires et les allocations sociales.

2.300.000.

NSZZ Solidarnosc compte actuellement un peu plus de 2,3 millions de membres. Les régions les plus fortes sont la Basse-Silésie, dirigée par Wladyslaw Frasnyniuk et la Haute-Silésie, conduite par Alojzy Pietrzyk qui compte chacune 500 mille affiliés. Viennent ensuite la région de Mazowsze (153 mille membres) et celle de Cracovie (135 mille). Les régions de Gdansk, Swietokrzyski et Centre-Est regroupent plus de 70 mille membres chacune. Les trente autres régions rassemblent un million d'affiliés.

des prisons. Le Comité de Grève de la prison de Bytom a diffusé un communiqué remerciant les représentants de NSZZ Solidarnosc de l'aide apportée dans la réalisation de leurs revendications: **"Solidarnosc pendant les 23 jours de notre grève a fait davantage que le pouvoir communiste en 40 ans"**.

Les prisonniers de Klodzk ont décidé de verser deux journées de salaires en soutien au gouvernement Mazowiecki. Les détenus de Raciborz, comme ceux de Goleniow (cfr News n°142) vont verser leurs salaires de trois samedis prestés d'octobre; cette initiative a été soutenue par les directions de la prison et de l'entreprise où les détenus sont employés.

(Tygodnik Solidarnosc, n°19-6.11.89)

LECH WALESA EN VISITE SUR LE CONTINENT AMERICAIN

Le Président de NSZZ Solidarnosc entame une longue visite de travail au Canada, aux Etats-Unis et au Venezuela, accompagné d'une délégation composée de B. Geremek, B. Lis, W. Frasnyniuk, J. Beksiak, J. Onyszkiewicz, A. Celinski et J. Milewski, afin de développer les liens syndicaux et pour renforcer le soutien aux réformes économiques engagées par le nouveau gouvernement polonais. Au Canada, du 10 au 13 novembre, L. Walesa rencontrera les représentants syndicaux du Congrès Canadien du Travail (CLC), de la Fédération du Travail du Québec et de la Confédération Syndicale Nationale, ainsi que les responsables politiques du pays et des représentants du monde des affaires. Le programme pour les USA, du 13 au 20.11, comprend des contacts avec l'AFL-CIO, une intervention devant les deux Chambres du Congrès, une rencontre avec le Président Bush, la remise au Président de NSZZ Solidarnosc de la Médaille de la Liberté, des contacts avec le Congrès des Polonais d'Amérique (PAC). A Caracas du 20 au 22.11, L. Walesa rencontrera le Président du Venezuela, les représentants de la Centrale des Travailleurs du Venezuela (CTV) et de la Confédération Latino-Américaine des Travailleurs (CLAT) et participera au 22ème Congrès de la Confédération Mondiale du Travail (CMT) en présence du Directeur-Général de l'Organisation Internationale du Travail.